OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

PNUD

Au service des peuples et des nations



LE PNUD APPUIE LA MISE EN ŒUVRE DE L'OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 6

GESTION DURABLE DE L'EAU ET ASSAINISSEMENT

United Nations Development Programme



Ce document est soumis à une révision périodique.
Janvier 2016

Si vous souhaitez davantage d'informations, veuillez contacter :
sdgsupport@undp.org

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sur la voie de la prospérité mondiale, du bien-être humain et vers une planète saine

Au cours des deux dernières décennies, notre monde a bénéficié d'importantes avancées pour le développement humain. L'extrême pauvreté a considérablement reculé, l'accès à l'enseignement primaire et la situation sanitaire se sont améliorés, des progrès importants ont été enregistrés en ce qui concerne l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes. La poursuite des Objectifs de développement du millénaire est l'un des vecteurs de ce progrès, permettant aux individus dans le monde entier d'améliorer leur vie et leurs perspectives futures. Mais en dépit de ces importantes avancées, l'extrême pauvreté reste un défi prioritaire : plus de 700 millions de personnes dans le monde vivent avec moins de 1,90 dollar US PPP (en parité de pouvoir d'achat) par jour. Les inégalités sont soit en hausse soit trop élevées, en particulier au sein des pays. Le chômage ainsi que les diverses formes d'emploi précaire sont très présents dans de nombreux pays, notamment chez les jeunes. Les modes de consommation et de production non durables exploitent les écosystèmes au-delà de leurs limites, remettant en question leur capacité à assurer des services vitaux à la vie humaine, au développement, et entravant l'auto-régénération écosystémique. Les chocs résultant de l'instabilité macroéconomique, de catastrophes naturelles, de la détérioration de l'environnement et de tensions sociopolitiques ont des répercussions négatives sur la vie de millions d'entre nous. Souvent, ces chocs retardent, voire inversent, le cours des progrès déjà assurés dans la réalisation des objectifs de développement fixés à l'échelle nationale et internationale. La préservation des avancées réalisées et la résolution des défis actuels du développement auxquels est actuellement confronté le monde entier n'interviendront pas en ne prenant que des demi-mesures.

Nous sommes face à un impératif pressant de renforcement du développement durable. Une vision de la voie à adopter est inscrite dans le nouveau programme de développement durable, dont l'objectif est de mettre un terme à la pauvreté, d'encourager la prospérité et le bien-être des peuples tout en sauvegardant l'environnement, d'ici à 2030. En tant qu'organe du développement des Nations Unies, le PNUD a un rôle clé à jouer dans le soutien des pays pour passer de la vision à la réalité : en mettant les pays sur la voie du développement durable, en gérant les risques, en renforçant la résilience et en encourageant prospérité et bien-être.

En prenant appui sur ses principaux point forts - associant un vaste réseau dans plus de 170 pays et territoires, un rôle de coordinateur de premier rang au sein du système des Nations Unies pour le développement et une capacité avérée de soutien aux initiatives de réduction de la pauvreté, des inégalités et de l'exclusion, mais aussi de protection des écosystèmes vitaux -, le PNUD a exposé sa vision dans son Plan stratégique 2014-2017, qui mise sur la réalisation de la prochaine phase clé du développement : aider les pays à simultanément éradiquer la pauvreté et réduire considérablement les inégalités et l'exclusion. Certes ambitieuse, cette vision est cependant réalisable et il est possible d'accomplir des progrès considérables en matière d'éradication de la pauvreté, de réduction des inégalités et de l'exclusion, et de sauvegarde de l'environnement.

Fidèle à cette vision, le PNUD collabore avec le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) au développement d'une stratégie d'appui effectif et cohérent désignée « MAPS » (stratégie d'intégration, d'accélération et d'appui aux politiques) en faveur de la mise en œuvre du nouveau programme de développement durable. La composante Intégration de MAPS tend à susciter une prise de conscience auprès de tous les acteurs concernés, à aider les États et les gouvernements à inscrire le programme aux niveaux national et local et, au final, à l'intégrer dans leurs plans, stratégies et budgets nationaux. La composante Accélération a pour principal but d'aider les gouvernements à accélérer l'avancement de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), en fournissant des outils facilitant l'identification des obstacles majeurs à une accélération plus rapide des progrès et permettant de se focaliser sur les objectifs de développement correspondant le mieux au contexte de chaque pays. La composante Appui aux politiques tend à fournir un appui politique coordonné et commun aux pays travaillant à la réalisation de leurs objectifs ODD. Dans cette perspective, le PNUD propose un ensemble intégré de services de soutien aux politiques, en cohérence avec les priorités de ses programmes. Ces services, tels que décrits dans le présent prospectus, couvrent une gamme étendue de domaines : réduction de la pauvreté, croissance inclusive et emploi productif, égalité de genre et autonomisation des femmes, VIH et santé, accès à l'eau et aux systèmes d'assainissement, adaptation au changement climatique, accès à des énergies durables, gestion durable des écosystèmes terrestres, gouvernance des océans et promotion d'un modèle sociétal de paix et d'équité.

Fort de cet ensemble intégré de services d'appui aux politiques, le PNUD est dès aujourd'hui en mesure de soutenir ses pays partenaires dans la mise en œuvre effective du nouveau programme de développement et la concrétisation de la prospérité économique et du bien-être à long terme, autant sur le plan humain qu'environnemental.

GESTION DURABLE DE L'EAU ET ASSAINISSEMENT

Pourquoi cela est important ?

L'eau est au cœur du développement durable et de ses trois dimensions :[1] Les ressources en eau et l'ensemble des services qu'elles offrent soutiennent la réduction de la pauvreté, la croissance économique et la durabilité environnementale. L'accès à l'eau et à des services d'assainissement concernent tous les aspects de la dignité humaine : depuis la sécurité alimentaire et énergétique jusqu'à la santé humaine et environnementale, l'eau contribue à des améliorations du bien-être social et de la croissance inclusive, affectant les moyens de subsistances de milliards d'individus.

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté l'objectif « **Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau** » comme l'un des 17 objectifs de développement durable à atteindre d'ici à 2030.[2] L'urgence de résoudre les problématiques liées à l'eau est également soulignée à travers les préoccupations exprimées par le monde international des affaires : **les crises de l'eau** ont figuré au premier plan en termes d'impact du 10e Rapport sur les risques mondiaux du Forum économique mondial.[3]

La réalisation de l'OMD relatif à l'eau potable prouve que le fait de fixer des cibles et des objectifs internationaux peut induire le changement. D'après les estimations, l'aide au secteur de l'eau a augmenté depuis 2001.[5] Cependant, il subsiste d'importants obstacles entravant le droit fondamental d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Aujourd'hui, 800 millions de personnes sont toujours privées d'accès à une source d'eau potable améliorée et 1,8 milliard de personnes dans le monde utilisent une source d'eau potable contaminée par les matières fécales ; en Afrique subsaharienne, femmes et filles consacrent 40 milliards d'heures par an à collecter de l'eau (jusqu'à 6 heures chaque jour)[6] – soit l'équivalent d'un an de ravail pour la totalité de la main-d'œuvre en France.[7]

Actuellement, **2,5 milliards de personnes sont privées d'installations d'assainissement appropriées** et plus d'1 milliard de personnes pratiquent la défécation en plein air, représentant pour le monde entier un coût annuel de 260 milliards de dollars US. Au rythme actuel et sans changement significatif de politique et d'investissements, on estime que près de 1,4 milliard de personnes seront privées d'accès à l'assainissement en 2050.[8] Un investissement significatif s'impose, dont les avantages dépassent de 3 à 6 fois les coûts investis.[9] L'OMS estime à 260 milliards par an, soit 1,5 % du PIB mondial - ou jusqu'à 10 % du PIB pour certains pays très pauvres - les pertes dues à des services d'eau et d'assainissement inappropriés dans les pays en développement.[10]

Un assainissement médiocre a **des effets significatifs sur les perspectives en matière de sécurité, de bien-être et d'éducation des femmes**. L'accès pratique à l'eau et à des installations d'assainissement favorise l'intimité et réduit le risque de harcèlement/d'agression sexuels sur les femmes et les filles lors de la collecte de l'eau.[11] Des données récentes montrent qu'en 2011, seules 45% des écoles dans les pays les moins avancés et à faible revenu disposaient d'installations d'assainissement appropriées.[12] L'absence d'accès par les filles à des toilettes propres et sûres, en particulier en période de menstruation, perpétue risque, honte et peur. Ce qui engendre des effets à long terme sur la santé, l'éducation, les moyens de subsistance et la sécurité des femmes, mais influe également sur l'économie, car une absence de réponse aux besoins sanitaires des femmes risque à terme d'exclure la moitié de la main d'œuvre potentielle des pays concernés.[13]

Au cours des deux dernières décennies, **les pertes économiques imputables aux dangers liés à l'eau ont énormément augmenté. Depuis 1992, les inondations, les sécheresses et les tempêtes ont affecté 4,2 milliards de personnes** (95 %



de l'ensemble des personnes victimes de catastrophes) **et provoqué pour 1 300 milliards de dollars US de dommages** (63 % de tous les dommages).[14] En Afrique par exemple, les pertes imputables aux sécheresses et aux inondations représentent 5 à 25 %, et sans doute 5 % supplémentaires dus aux effets futurs probables du changement climatique.[15]

Il y a un besoin urgent d'**améliorer la qualité de l'eau douce dans le monde** en luttant contre la pollution de l'eau et grâce à un meilleur usage des eaux usées. Globalement, on estime que près de **80 % des eaux usées provenant d'établissements humains et de sources industrielles dans le monde sont directement rejetées sans traitement préalable dans des masses d'eau**.[16]

Plus de 1,7 milliard de personnes vivent dans des bassins fluviaux au sein desquels **la consommation d'eau est supérieure à la réalimentation**, ce qui provoque un assèchement des cours d'eau et une diminution des nappes phréatiques. Du fait du développement des pays et de la croissance et de l'urbanisation des populations, on prévoit que leurs besoins en eau augmenteront de 55 % d'ici à 2050.[17] Deux tiers de la population mondiale pourraient vivre dans des pays souffrant de pénuries d'eau en 2025 si les modes de consommation actuels perdurent.[18] Dans le même temps, on prévoit que le changement climatique accentuera la variabilité dans l'espace et dans le temps des ressources en eau ainsi que les événements extrêmes tels qu'inondations et sécheresses, qui deviennent de plus en plus fréquents. **L'insécurité liée à l'eau affecte chaque année le développement économique mondial à hauteur de 500 milliards de dollars US** - sans compter les impacts environnementaux et d'autres impacts non monétisés.[19]

Parmi les exemples d'impact **positif de l'eau sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté** figurent l'irrigation et l'énergie hydraulique, ainsi que la gestion des crues. D'après une étude, un investissement d'1 dollar US dans des infrastructures d'adduction d'eau et d'égouts augmente à long terme le PIB relatif à la production privée de 6,35 dollars US et donne lieu à une production supplémentaire de 2,62 dollars US dans d'autres industries.[20] La valeur des services écosystémiques et des terres humides pour le bien-être de l'homme a été évaluée à plusieurs milliers de milliards de dollars US.[21]

Il y a suffisamment d'eau sur la planète pour répondre aux besoins mondiaux croissants, mais pas sans véritable changement en termes de mode de consommation, de gestion et de répartition. **La crise mondiale de l'eau est davantage liée à une problématique de gouvernance** plutôt qu'à une question de disponibilité des ressources.[22]



Eau & Assainissement – En bref

PNUD
Au service des peuples et des nations

800 millions
C'est le nombre de personnes sans accès à une source d'eau améliorée

1,8 milliard
C'est le nombre de personnes utilisant une source d'eau contaminée par des matières fécales

40 milliards
C'est le nombre d'heures consacrées chaque année par les femmes et les filles à collecter l'eau en Afrique subsaharienne

50%
Estimation de l'augmentation de la demande en eau d'ici à 2050 en fonction de la croissance et de l'urbanisation des pays

80%
Quantité d'eaux usées non traitées directement rejetées dans les masses d'eau

1,7 milliard
C'est le nombre de personnes vivant dans des bassins fluviaux pour lesquels la consommation d'eau est supérieure à la réalimentation

20%
Total des sources d'eau souterraine déjà surexploitées

75%
Estimation du pourcentage de la population mondiale susceptible de vivre dans des pays touchés par le stress hydrique d'ici à 2025

Utilisation de l'eau dans le monde

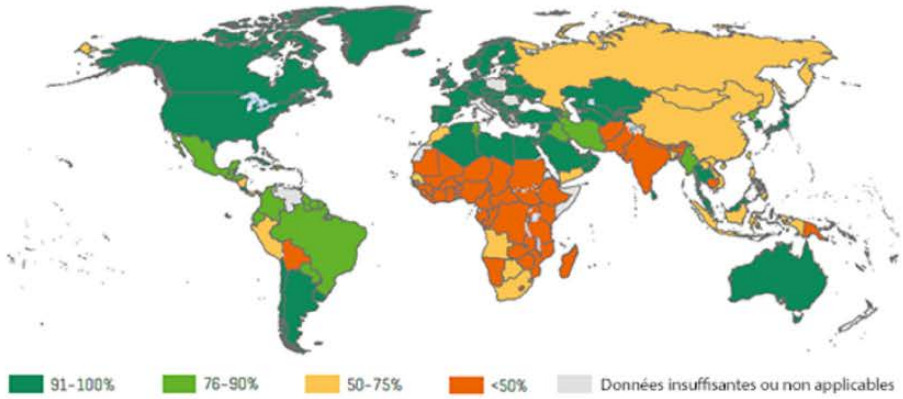


2,5 milliards
de personnes manquent d'installations d'assainissement appropriées

1 milliard
de personnes pratiquent la défécation en plein air

260 milliards/an
Ce sont les pertes inhérentes à des services d'eau et d'assainissement inappropriés

Proportion de la population mondiale utilisant un assainissement amélioré en 2012



Source : OMS 2014

46
C'est le nombre de pays dans lesquels moins de la moitié de la population dispose d'un accès à une installation d'assainissement améliorée

Quel est notre rôle ?

Le PNUD aide les pays à parvenir à une gestion intégrée, adaptée au climat, durable et équitable des ressources en eau grâce à des partenariats complets sur le long terme et à un accès universel à des réserves en eau et à un assainissement sûrs sous l'impulsion d'une meilleure gouvernance de l'eau. Le programme du PNUD relatif à l'eau est **étroitement en phase avec l'Objectif de développement durable 6 qui vise à garantir l'accès de tous à l'eau, l'assainissement et à assurer une gestion durable des ressources en eau et** selon les critères pertinents de tous les autres objectifs. Le portefeuille actif de projets et programmes et les projets et programmes en développement du PNUD soutiennent la majorité des cibles des ODD relatifs à l'eau. Par la mise en œuvre de normes environnementales et sociales et de mécanismes de reddition de comptes, le PNUD assure également la mise en place de garanties appropriées sur l'ensemble de ses programmes dans le but d'éviter, de gérer et de limiter tout éventuel impact négatif sur les individus et l'environnement, y compris les ressources en eau.

Le PNUD offre aux pays les services suivants :

Nous fournissons une politique de gouvernance de l'eau stratégique et un soutien technique consultatif aux pays à revenu faible et intermédiaire afin qu'ils parviennent à une gestion socialement équitable, écologiquement durable et économiquement efficace des ressources en eau et des services d'eau et d'assainissement. Ce soutien est fourni par l'intermédiaire de la **Water Governance Facility** (WGF) du PNUD, mise en place en collaboration avec le Stockholm International Water Institute (SIWI). Véritable pôle de connaissances pour la gouvernance de l'eau, la WGF coordonne différents programmes et activités relatifs à l'eau, y compris le Shared Waters Partnership (SWP) qui s'emploie à prévenir les conflits en créant un climat de confiance et en promouvant la coopération au travers de plateformes multipartites et grâce à la diplomatie de l'eau.

Nous soutenons le développement des capacités en matière de gestion durable de l'eau par le biais de **Cap-Net**, un autre mécanisme de soutien primordial. Cap-Net soutient le développement des capacités lié à la gestion intégrée des ressources en eau, aux eaux transfrontalières, à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, à l'égalité des sexes, à l'intégrité dans le secteur de l'eau et à l'adaptation au changement climatique en encourageant la collaboration Sud-Sud et l'échange d'expériences en matière de réforme de l'eau et de bonnes pratiques. Cap-Net, dont le secrétariat est basé à Rio de Janeiro et qui dispose de 23 réseaux régionaux et nationaux de développement des capacités regroupant près de 1 000 organisations membres dans 120 pays, dispense formation et enseignement aux professionnels de l'eau en Asie, Afrique, Amérique latine et aux Caraïbes. Des partenariats avec plus de 40 organisations internationales et réseaux thématiques mondiaux garantissent la transmission des meilleures connaissances disponibles et des techniques de développement des capacités les plus récentes sous forme de modules complets de programmes de formation et de manuels de formation accessibles. Cap-Net est le seul mécanisme en mesure de répondre aux besoins capacitaires permettant de mettre en œuvre les ODD et de développer les capacités de suivi et de notification des progrès réalisés.

Nous encourageons le travail en amont sur la responsabilisation dans la programmation sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène afin d'améliorer la durabilité des interventions grâce au programme **GoAL WaSH** du PNUD. Ce programme se déroule en étroite collaboration avec les gouvernements et les principaux partenaires de développement, dont l'UNICEF, en portant une attention particulière aux États fragiles ou sortant d'un conflit. Pour réduire la corruption dans le cadre de la fourniture de services d'eau et de la gestion des ressources en eau, le PNUD soutient le développement des capacités en matière d'intégrité dans le secteur de l'eau en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne et en Amérique latine.

Nous encourageons les partenariats stratégiques, y compris avec le secteur privé, afin d'améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement et de favoriser la gestion responsable des ressources en eau.



LE PNUD EN ACTION

Dans 60 pays, le PNUD a soutenu des réformes de la gouvernance dans le domaine de l'eau en rapport avec la gestion des ressources en eau, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, intégrant à son dispositif une approche fondée sur les droits de l'homme (HRBA).

Eau et assainissement

La facilité pour la gouvernance de l'eau du PNUD a aidé le Kenya à **renforcer son approche HRBA envers la lutte contre la corruption dans le domaine de l'eau** au niveau ministériel. Elle a également amélioré la coordination entre la Commission nationale des droits de l'homme du Kenya (KNCHR) et le ministère de l'Eau et de l'Irrigation kenyan. Ce projet a contribué à une prise de conscience accrue de la population locale vis-à-vis de son droit à un accès régulier à une eau sûre, accessible, en quantité suffisante et à un coût abordable, mais également vis-à-vis de ses responsabilités. S'en sont suivies des réclamations reçues sur la ligne téléphonique de réclamations de la Commission anticorruption du Kenya (KACC), une ligne spécifiquement dédiée aux problèmes de corruption dans le secteur de l'eau.

Le **partenariat du secteur privé Every Drop Matters (Chaque goutte compte) entre le PNUD et la Fondation Coca-Cola** et en collaboration avec des communautés dans plus de 20 pays, a aidé près de 150 000 personnes à disposer d'un accès à l'eau et à l'assainissement et a fourni à 67 000 personnes les outils, les technologies et les compétences nécessaires pour s'adapter au changement climatique. Dans le cadre des 80 projets achevés, on estime le montant des économies annuelles en eau résultant d'une meilleure distribution et d'activités visant à une efficacité accrue dans les exploitations agricoles à plus de 3 millions de mètres cubes. Ces projets ont concerné et bénéficié à plus de 16 000 personnes, dont près de 2 000 agriculteurs et petits exploitants bénéficiant directement de formation et de la mise en place de nouvelles technologies.

Au Bangladesh, les latrines scolaires mal entretenues et non hygiéniques découragent leur utilisation par de nombreuses filles. Un changement est intervenu dans 20 écoles de taudis urbains, où le partenariat Every Drop Matters a permis de creuser des puits, de construire des toilettes séparées pour les filles et les garçons et de mettre en place des systèmes d'eau courante et d'élimination des déchets. Les nouvelles installations ont connu une fréquentation particulièrement accrue, notamment par les filles, passant de moins de 70 % à 98 %.

Au Liberia, le programme GoAL-WaSH du PNUD a soutenu la **mise en place du WASH Compact (pacte WASH)** en 2011 puis le développement d'organismes de réglementation, du National WSS Board (Conseil national de l'eau et de l'assainissement) et de la WSS Commission (Commission sur l'eau et l'assainissement). Si la réalisation de ces objectifs constitue un processus continu, le gouvernement du Liberia a fait montre d'un véritable engagement dans cette démarche.



Gestion intégrée des ressources en eau

En tant qu'agence du FEM, le PNUD a été partie prenante dans 19 projets de fleuves (10), lacs (7) et aquifères (2) transfrontaliers et a programmé un total de 176 millions de dollars US de financement du FEM pour les eaux internationales en faveur de programmes de gestion de bassins, lacs et aquifères. Pour chacune de ces ressources hydriques communes, nous avons appliqué avec succès l'approche ADT/PAS du FEM pour la priorisation des problématiques, l'analyse de la chaîne causale et les accords multilatéraux sur les réformes et les investissements en matière de gouvernance. À ce jour, 1,5 milliard de personnes ont bénéficié des mesures de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) mise en œuvre dans 20 systèmes hydriques transfrontaliers.

Le PNUD a été partie prenante dans 14 projets de gestion intégrée des ressources en eau et de zones côtières financés par le FEM et a programmé au total 85 millions de dollars US d'investissements du FEM pour les eaux internationales en faveur de ces programmes GIZC/GIRE. Le projet de Gestion intégrée des zones côtières et des bassins versants (IWCAM) pour les PEID des Caraïbes représente sans doute l'un des exemples les plus avancés d'intégration de GIRE et de GIZC et fournit un certain nombre de précieux enseignements et expériences aux autres PEID du monde. Des effets similaires ont découlé du projet de Gestion intégrée des ressources en eau pour les PEID du Pacifique financé par le FEM qui a constaté une réduction significative des rejets polluants dans sept pays (Nauru, Palau, RMI, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu), diminuant ainsi les répercussions sur les systèmes fluviaux, les eaux souterraines et les zones côtières.

Cap-Net a développé avec ses partenaires plus de 20 supports de formation et trois tutoriels d'auto-apprentissage dans quatre langues sur divers aspects de la gestion durable de l'eau. D'autres sont prévus pour promouvoir l'ODD en matière d'eau et d'assainissement. À ce jour, près de 15 000 professionnels et spécialistes du secteur de l'eau ont été formés et plus de 1 100 développeurs de capacités ont été formés dans le cadre de 26 cours internationaux de formation de formateurs. En moyenne, Cap-Net s'adresse à plus de 2 000 participants par an dans le cadre de son programme de formation individuelle, plus de 10 000 professionnels ayant accès à ses supports. Cap-Net a inauguré son Campus Virtuel en 2014, qui propose une plateforme de facilitation transversale pour toutes ses activités, tous ses réseaux affiliés et tous ses partenaires. Cap-Net est un partenaire de TheWaterChannel, hébergeant plus de 1 300 vidéos sur l'eau et séminaires sur la gestion de l'eau basés sur le web. Un programme spécial sur le développement des capacités en matière d'utilisation des nouvelles technologies pour une meilleure gestion et productivité de l'eau (Cap-Tec) répond aux besoins en capacités pour optimiser les opportunités qu'offrent les technologies de l'information dans le domaine de la gestion durable de l'eau et un meilleur accès aux services de base.

Support du programme 2030

Le PNUD est à la tête du groupe de travail ONU-Eau sur les ODD qui a présenté en janvier 2014 un rapport complet assorti de recommandations techniques sur un objectif mondial possible pour l'après-2015 pour l'eau. Ce rapport a reçu un accueil très positif. Tous les objectifs, cibles et indicateurs recommandés ont été repris dans le rapport final du groupe de travail ouvert qui a été ensuite adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies au Sommet de haut niveau de septembre 2015.



1. *L'avenir que nous voulons - Document final de la Conférence Rio+20 A/RES/66/288.*
2. *Assemblée générale des Nations Unies (2014) Rapport du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable. A/68/970.*
3. *Forum économique mondial (2015) Global Risks 2015. 10e édition, Forum économique mondial, Genève.*
4. *Mesuré grâce à l'indicateur de substitution « proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée ».*
5. *OCDE (2012) Financing Water Supply and Sanitation in Developing Countries (Financement de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les pays en développement) : The Contribution of External Aid (La contribution de l'aide extérieure), OCDE, Paris.*
6. *ONU-Eau (2013) Fiche d'information sur l'eau et l'égalité des sexes.*
7. *Progrès en matière d'eau potable et d'assainissement, mise à jour 2014, Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, New York et Genève.*
8. *OCDE (2012) Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050, Paris.*
9. *Ibid.*
10. *Organisation mondiale de la Santé (2004) « Costs and benefits of water and sanitation at the global level » (« Coûts et avantages en matière d'eau et d'assainissement au niveau mondial »)*
11. *ONU-Eau*
12. *UNICEF (2012) Raising even more clean hands (Des mains encore plus propres à l'école): Promotion de la santé, de l'apprentissage et de l'égalité à travers les programmes WASH dans les écoles.*
13. *Domestos, Water Aid, WSSCC (2013). Journée mondiale des toilettes : Rapport de plaidoyer : Il y a urgence. Rapport sur l'assainissement et l'hygiène en faveur des femmes et des filles.*
14. *CESAP/UNISDR (2012) Réduire la vulnérabilité et l'exposition aux catastrophes. Rapport Asie-Pacifique sur les catastrophes, 2012 Bangkok, CESAP/UNISDR.*
15. *Mémorandum régional africain, 5e Forum mondial de l'eau, Istanbul.*
16. *Corcoran et al. (2010). Sick Water? The Central Role of Wastewater Management in Sustainable Development, ONU-Habitat/PNUE/GRID-Arendal, Nairobi.*
17. *OCDE (2012) Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050, Paris.*
18. *UNESCO (2009) Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, UNESCO, Paris.*
19. *Le Partenariat mondial de l'eau et l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques, « Securing Water, Sustaining Growth » (« Sécurité de l'eau pour la croissance économique durable »), 13 avril 2015.*
20. *Krop, R., Hernick, C. et Franz, C. (2008). Local Government Investment in Municipal Water and Sewer Infrastructure: Adding Value to the National Economy. Watertown, USA, Cadmus Group Inc.*
21. *Millennium Ecosystem Assessment (Évaluation des écosystèmes pour le millénaire) (2005). Ecosystems and Human-Being: A Framework for Assessment, Island Press, Washington D.C.*
22. *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau N°2 (2006). « L'eau, une responsabilité partagée »*

Crédits photos :
Page 4 : Eskinder Debebe/Photo ONU
Page 5 : Tim McKulka/Photo ONU
Page 7 : Terry White
Page 8 : Gary White
Page 9 : Marcello Olla



Au service
des peuples
et des nations

United Nations Development Programme
One United Nations Plaza,
New York, NY 10017
www.undp.org